



HAL
open science

Entre Vieille Serbie et Grande Albanie: l'introuvable Etat au Kosovo

Xavier Bougarel

► **To cite this version:**

Xavier Bougarel. Entre Vieille Serbie et Grande Albanie: l'introuvable Etat au Kosovo. Les annales de l'autre Islam, 2000, 7, pp.183-200. halshs-00213350

HAL Id: halshs-00213350

<https://shs.hal.science/halshs-00213350>

Submitted on 23 Jan 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre Vieille serbie et Grande Albanie : L'introuvable Etat au Kosovo, *Les annales de l'autre Islam*, n° 7, 2000, pp. 183-200.

Xavier BOUGAREL

Introduction : l'autre mythe du Kosovo

Dans les présentations de la récente guerre du Kosovo (mars 1998-juin 1999), il est d'usage de rappeler le rôle central qu'occupe cette région dans l'histoire des populations en présence, et en particulier dans celle du peuple serbe. Une telle référence n'est pas problématique en soi, mais s'accompagne trop souvent de l'idée selon laquelle cette guerre résulterait de la radicalisation de deux nationalismes forts et profondément enracinés dans les populations locales, que diplomates et militaires occidentaux se seraient efforcés d'apaiser avec plus ou moins de succès.

Cette vision de la crise du Kosovo est relayée y compris par les principaux représentants sur place de la « communauté internationale » : au lendemain des élections municipales organisées en octobre 2000, le Haut représentant de l'ONU, Bernard Kouchner, ne déclarait-il pas que « douze heures de vote démocratique ne tirent pas un trait sur douze siècles d'affrontement »¹ ? Curieusement, ceux qui rejetaient vigoureusement l'idée que des « haines séculaires » puissent expliquer le conflit bosniaque, l'appliquent donc sans hésiter au cas kosovar. Or, une lecture plus fine de l'histoire et de l'actualité incite à remettre en cause cet autre mythe du Kosovo. Nous reviendrons donc ici sur les réalités du nationalisme dans cette région avant et pendant la crise des années 1990, avant de nous demander quels ont été les effets de l'action militaire et diplomatique occidentale au cours du conflit lui-même, puis de l'instauration d'un quasi-protectorat onusien à partir de juin 1999.

Mythes anciens, nationalismes tardifs²

Dans une large mesure, ceux qui évoquent un lointain passé pour expliquer la crise du Kosovo reprennent le discours des acteurs nationalistes locaux. Selon ces derniers, en effet, il faudrait pour comprendre la crise actuelle remonter loin dans l'histoire des deux communautés qui se font face. Ainsi, les nationalistes albanais s'acharneront à démontrer que, descendants des Illyriens, ils étaient présents au Kosovo avant les Serbes venus des Carpates au VIIe siècle, et que le mouvement national albanais y a vu le jour en 1878, avec la fondation de la Ligue de Prizren. Les nationalistes serbes, quant à eux, répèteront inlassablement que le Kosovo est le lieu de la célèbre bataille ayant opposé en 1389 les troupes du prince Lazar à celles du sultan Murat, et que le patriarcat de l'Eglise orthodoxe serbe se trouve à Pec³.

¹ *Le Monde* (2 novembre 2000). S'il ne s'agit pas là d'une formule élégante mais vide de sens, Bernard Kouchner fait donc remonter le conflit albanais-serbe non pas à la bataille de Kosovo (1389), mais plutôt à l'arrivée même des Slaves dans les Balkans (VIe-VIIe siècles). Beau présupposé de départ pour la construction d'un « Kosovo multiethnique », et signe incontestable d'un cosmopolitisme à toute épreuve !

² Les trois premières parties de ce papier ont été publiées, sous une forme légèrement différentes, dans *Politique étrangère*, vol. CXIII, n° 3 (automne 1998), sous le titre « Kosovo : un conflit peut en cacher un autre ».

³ Fondé à la fin du XIIIe siècle, le Patriarcat de Pec est supprimé par les autorités ottomanes en 1459, restauré en 1557, puis supprimé une nouvelle fois en 1767.

Que le Kosovo soit un lieu de mémoire, il est difficile d'en douter : l'étonnante imbrication de monuments serbes et albanais, musulmans, orthodoxes et catholiques qui caractérise une ville comme Prizren suffit pour l'attester. Mais l'insistance sur ces dimensions historiques de la réalité kosovare masque deux faits essentiels. D'une part, au Kosovo comme ailleurs, l'histoire ne sert les causes nationalistes actuelles que dans la mesure où elle est transformée en mythe : les origines illyriennes des Albanais restent hypothétiques et, en 1389, le prince Lazar conduisait en fait une coalition de troupes serbes, bosniaques et albanaises. D'autre part, cette instrumentalisation de certains mythes historiques par les idéologies nationalistes est relativement tardive : ce n'est qu'au XIXe siècle que les origines illyriennes des Albanais ont été « redécouvertes » par le nationalisme albanais et, à la même époque, l'incorporation de la bataille du Kosovo dans la mythologie nationale serbe s'est accompagnée d'une transformation profonde de sa structure : ainsi, la figure du prince Lazar, renonçant à son royaume terrestre pour le Royaume des Cieux, s'est en partie effacée au profit de celle de Milos Obilic, héroïque assassin du Sultan Murat. De sublimation de la défaite et de la soumission, le mythe de la bataille du Kosovo s'est alors transformé en appel à la révolte et à la revanche historique⁴.

Les origines de la crise du Kosovo ne remontent donc pas à l'Antiquité ou au Moyen Âge, mais à la période plus récente de formation des identités nationales dans les Balkans. De plus, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, le Kosovo est une région où les identités nationales se sont cristallisées tardivement, comme l'a bien montré Ger Duijzings dans son ouvrage sur « *Religion et politiques de l'identité au Kosovo* »⁵, et comme en témoigne là encore la ville de Prizren, dont les élites urbaines utilisaient encore dans les années 1990 le turc comme signe d'urbanité, et dont certaines populations rurales environnantes ne savent toujours pas très bien si elles sont albanaises, turques, bochniaques, torbèches ou goranies⁶.

Historiquement, le mouvement national serbe est d'abord apparu en Sumadija (Serbie centrale) d'une part, dans l'Empire austro-hongrois (Voïvodine) d'autre part, et ne s'est étendu aux populations serbes du Kosovo qu'à la fin du XIXe siècle, avec le soutien des réseaux culturels et insurrectionnels mis en place par le jeune Etat serbe⁷. De même, au sein de la Ligue de Prizren, les notables musulmans kosovars se caractérisaient par leur attachement à l'Empire ottoman, l'idée d'autonomie pour les territoires albanais de l'Empire étant défendue par les délégués venus du sud de l'Albanie⁸. Ce rôle pionnier des Albanais du sud dans le mouvement national albanais est resté perceptible jusqu'à la création de l'Etat albanais, voire au-delà⁹.

Par contre, après l'annexion du Kosovo et de la Macédoine par la Serbie en 1912, puis leur intégration à la Yougoslavie en 1918, le sentiment national des populations albanaises de ces

⁴ Sur les transformations du mythe de la bataille de Kosovo et de sa célébration, voir Wayne VUCINICH (ed.), *Kosovo: Legacy of a Medieval Battle*, Minneapolis : University of Minnesota Press, (1991) ; Miodrag POPOVIC, *Vidovdan i casni krst*, Beograd : XX. vek (1998).

⁵ Ger DUIJZINGS, *Religion and the Politics of Identity in Kosovo*, London : Hurst (2000).

⁶ Les Bochniaques (anciennement Musulmans), les Torbèches et les Goranis sont trois groupes de population de langue slave et de confession islamique. Faute de place, nous ne traiterons ici que des communautés albanaise et serbe. Sur les autres populations présentes au Kosovo, voir Ger DUIJZINGS, *Religion and the Politics of Identity in Kosovo*, op. cit.

⁷ Sur le nationalisme serbe, voir Wolfgang BEHSCHNITT, *Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830-1914*, München : Oldenburg (1980).

⁸ Voir la contribution de Nathalie Clayer dans cet ouvrage.

⁹ Sur le nationalisme albanais, voir Stavro SKENDI, *The Albanian National Awakening 1878-1912*, Princeton : Princeton University Press (1967).

régions est longtemps resté flottant. Les soulèvements de *kaçaks* (« rebelles ») dans les années 1920 prolongeaient en fait des pratiques anciennes de banditisme social ou de refus de l'impôt et de la conscription, et peuvent donc difficilement être assimilés à un mouvement nationaliste, dont le vœu le plus cher est de construire un Etat. Quant au parti représentant les populations albanaises et turques entre 1918 et 1924, il s'intitulait *Islam Muhafazai Hukuk Cemiyet* (en turc: Association pour la défense des droits des musulmans), cet intitulé signalant la perpétuation d'une identité « ottomane » au sein des élites musulmanes traditionnelles du Kosovo et de Macédoine. Dans l'entre-deux-guerres, les autorités yougoslaves empêchèrent du reste l'ouverture d'écoles en langue albanaise, et firent tout pour maintenir les Albanais dans ce que Michel Roux qualifie de « stagnation culturelle organisée »¹⁰.

C'est donc dans les années 1930 et 1940 seulement qu'apparurent au Kosovo les premiers mouvements culturels et politiques pouvant être qualifiés de nationalistes au sens strict, le plus important restant le *Balli Kombëtar* (Front national), créé en 1942, et dont les rapports avec les forces de l'Axe furent pour le moins ambigus¹¹. Mais, malgré la répression en 1945 d'un soulèvement armé conduit par le *Balli Kombëtar*, c'est bien la Yougoslavie communiste qui a favorisé la cristallisation définitive de l'identité nationale des Albanais du Kosovo et de Macédoine. D'une part, l'élimination des élites traditionnelles (privées de leurs bases socio-économiques et incitées à émigrer vers la Turquie), ainsi que l'urbanisation et la scolarisation croissantes de la population albanaise ont favorisé l'émergence de nouvelles élites en son sein. D'autre part, la nouvelle Yougoslavie a fait du Kosovo une entité territoriale autonome, accordé aux Albanais le statut de minorité nationale, et autorisé le développement d'un enseignement et d'une vie culturelle en langue albanaise. La décentralisation des années 1960 a doté la province du Kosovo de compétences de plus en plus larges, les élites albanaises ont exercé une influence croissante sur l'appareil provincial de l'Etat et de la Ligue des communistes, et un certain rapprochement symbolique et culturel s'est produit entre l'Albanie et les Albanais de Yougoslavie¹².

Cette amélioration du statut des Albanais en Yougoslavie n'a pourtant pas mis fin à un certain nombre de déséquilibres et de tensions. Le Kosovo, en effet, est resté la région la moins développée de la fédération, et a même vu s'accroître son retard par rapport aux régions les plus riches. D'importantes différences dans les taux de natalité et les flux migratoires ont alors bouleversé les équilibres démographiques de la province, les Albanais constituant 77 % de sa population en 1981 (contre 68 % en 1948), et les Serbes 13 % (contre 24 %). Le gonflement d'une jeunesse albanaise scolarisée mais sans débouchés professionnels suffisants a en outre favorisé l'apparition d'organisations nationalistes se revendiquant du marxisme-léninisme d'Enver Hoxha, et conduit aux manifestations de 1968 et 1981, au cours desquelles est apparu pour la première fois le slogan « Kosovo république ». Inversement, un fort sentiment de déclin et de précarité a provoqué, à partir de 1985, une vague de protestations au sein de la population serbe kosovare, vite relayée par l'Eglise orthodoxe et certains intellectuels, puis instrumentalisée en 1987 par Slobodan Milosevic pour prendre la

¹⁰ Voir Michel ROUX, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris : MSH (1992), p. 203.

¹¹ Pendant la Seconde Guerre mondiale, la plus grande partie du Kosovo fut rattachée à l'Albanie sous occupation italienne.

¹² A partir de 1969, les Albanais du Kosovo ont eu le droit d'utiliser le drapeau national albanaise. L'année suivante, un accord bilatéral associe l'Albanie au développement de l'enseignement en langue albanaise (fourniture de manuels scolaires et envoi d'enseignants). Le rapprochement culturel entre l'Albanie et les Albanais de Yougoslavie s'est entre autres traduit par l'adoption au Kosovo et en Macédoine de l'albanais standard défini en 1972 par les autorités de Tirana, et basé sur le dialecte tosque (Albanais du sud), alors que les Albanais du Kosovo et de Macédoine sont de dialecte guègue (Albanais du nord).

direction de la Ligue des communistes de Serbie. On voit souvent dans ce dernier évènement le début de la crise du Kosovo et, avec elle, du processus qui conduira quatre ans plus tard à l'éclatement de la Yougoslavie¹³.

De la confrontation entre deux projets nationalistes...

A partir de la fin des années 1980, le Kosovo devient donc effectivement le théâtre d'une confrontation entre deux projets nationalistes radicalement opposés. Les autorités serbes destituent le dirigeant communiste kosovar Adem Vllasi en novembre 1988 et réduisent une première fois l'autonomie du Kosovo en mars 1989, avant de la supprimer en septembre 1990. Dès cette époque, il ne s'agit pas seulement de rétablir la souveraineté de la Serbie sur cette province, mais aussi d'en modifier la composition ethnique en privant la population albanaise de ses élites, et en la poussant à l'émigration. A cette fin, et dans le cadre d'un vaste programme voté en mars 1990 par le Parlement serbe¹⁴, diverses mesures discriminatoires sont adoptées, visant à empêcher l'achat de terres par les Albanais, à les évincer des administrations et des entreprises publiques, et à démanteler leurs institutions scolaires et culturelles¹⁵. Un « Fonds de développement » est également créé pour favoriser l'installation de Serbes et de Monténégrins au Kosovo. Là comme ailleurs, le projet nationaliste grand-serbe se profile donc bien vite derrière une rhétorique yougoslave.

Du côté albanais, la suppression de l'autonomie du Kosovo suscite d'importantes manifestations en 1989 et 1990, violemment réprimées par la police serbe et l'armée yougoslave. Le slogan de « Kosovo république » est alors non seulement scandé par les manifestants, mais repris par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) créée en décembre 1989, et par le Parlement provincial dissous qui, le 2 juillet 1990, se réunit illégalement pour proclamer la « République du Kosovo ». Cette forte mobilisation de la communauté albanaise se double d'un certain renouvellement de ses élites politiques, comme le montrent la marginalisation des anciens dirigeants de l'époque titiste (Mahmut Bakalli, Adem Vllasi, etc.) et la composition des instances dirigeantes de la LDK, qui associent des intellectuels plus ou moins liés à la Ligue des communistes (parmi lesquels Ibrahim Rugova, jusqu'alors président de l'Union des écrivains) à d'anciens prisonniers politiques issus des organisations marxistes-léninistes des années 1960 et 1970.

En octobre 1991, la LDK crée un Conseil de coordination des partis albanais, censé se substituer au Parlement provincial du Kosovo comme nouvelle instance représentative de la communauté albanaise¹⁶. Ce Conseil adopte une « *Déclaration politique* » qui, après avoir dénoncé « la partition des territoires albanais quand, après la création de l'Etat albanais en 1912, plus de la moitié de la population albanaise est restée hors des frontières de l'Albanie », avance trois revendications:

¹³ Il ne faut toutefois oublier que la remise en cause des acquis culturels et institutionnels albanais a commencé en Macédoine, et non au Kosovo. Après les émeutes de 1981, un certain nombre d'écoles secondaires albanaises et turques furent fermées. En 1987, l'enseignement coranique délivré dans les mosquées, accusé de contribuer à l'« albanisation » des enfants turcs et torbéches (musulmans slavophones), fut interdit. Enfin, un an plus tard, la Constitution de la république de Macédoine, qui la définissait comme l'« Etat des Macédoniens, des Albanais et des Turcs », était modifiée, les Albanais et les Turcs perdant leur statut de nation constitutive.

¹⁴ Ce programme s'intitule « Programme pour la réalisation de la paix, de la liberté, de l'égalité des droits, de la démocratie et de la prospérité au Kosovo ». Qui dit mieux ?

¹⁵ Sur ces lois discriminatoires, voir Nekibe KELMENDI, *Kosovo pod bremenom diskriminatorskih zakona Srbije*, Pristina (1992).

¹⁶ Ce Conseil de coordination rassemble autour de la LDK les principaux partis albanais du Kosovo, de Macédoine, du Monténégro et de Serbie du sud (communes de Presevo et Bujanovac).

« 1- Si les frontières intérieures et extérieures de la Yougoslavie restent inchangées, le Kosovo doit avoir le statut de république (...);

2- Si les frontières intérieures entre républiques doivent être modifiées, les Albanais en Yougoslavie demandent une République albanaise en Yougoslavie (...);

3- Si les frontières extérieures de la Yougoslavie doivent être modifiées, les Albanais en Yougoslavie exigent qu'un plébiscite placé sous contrôle international décide de la réunification du Kosovo et des autres territoires albanais avec l'Albanie »¹⁷.

Le projet de la LDK ne se limite donc pas à l'accession du Kosovo au statut de république constitutive au sein de la Yougoslavie, mais vise à se positionner face à son probable éclatement. Et, là encore, l'idée de Grande Albanie apparaît en filigrane.

Mais, de part et d'autre, ces projets nationalistes révèlent bientôt leurs contradictions et leurs limites. Si les autorités serbes déploient au Kosovo un imposant appareil répressif, elles ne parviennent pas à modifier de façon significative sa composition ethnique. Rares sont les Serbes qui acceptent de s'y établir, et même les réfugiés de Croatie installés là en 1995 ont tôt fait de rejoindre Belgrade ou d'émigrer à l'étranger. Les 200 à 300 000 Albanais qui auraient quitté le Kosovo dans les années 1990, quant à eux, vont grossir les rangs d'une diaspora devenue le principal soutien financier de la « République du Kosovo ». Enfin, leur renvoi hors des établissements scolaires et des lieux de travail, associé à une répression et une prédation policières quotidiennes, ne peut que renforcer les Albanais dans leur volonté d'indépendance. Alors que les générations plus anciennes peuvent regretter un Etat yougoslave synonyme de promotion sociale et culturelle, les jeunes générations d'Albanais n'ont jamais reçu de cet Etat qu'une seule chose: des coups de matraque.

Dans le même temps, la LDK s'enferme dans ses propres contradictions. Dès 1991, elle opte pour l'indépendance du Kosovo, comme l'atteste la tenue d'un référendum sur ce point le 30 septembre 1991. Sa stratégie d'internationalisation de la crise du Kosovo implique en effet le renoncement à tout objectif maximaliste (Grande Albanie) et à toute utilisation de la violence (lutte armée)¹⁸. Or, cette « sagesse », loin de faciliter l'internationalisation du cas kosovar, provoque son effacement d'un agenda international déjà bien chargé. De même, la LDK table sur un essoufflement progressif du régime de S. Milosevic, permettant d'obtenir « sans douleur » l'indépendance du Kosovo. Mais l'appareil répressif serbe n'est pas vraiment affecté par les déboires diplomatiques et militaires de la Serbie, et l'abstention électorale albanaise sert indirectement le Parti socialiste serbe de S. Milosevic.

Quant à la « République du Kosovo », elle ne constitue guère qu'une coquille vide. Certes, la création d'un Etat parallèle se traduit en 1990 par une campagne de rachat des dettes de sang visant à mettre fin aux vendettas entre familles albanaises, par l'instauration d'une fiscalité parallèle, par la constitution d'un gouvernement en exil présidé par Bujar Bukoshi

¹⁷ « Political Declaration of the Coordinating Council of the Albanian Political Parties in Yugoslavia », dans Kosova Information Center, *The Albanian Democratic Movement in Former Yugoslavia*, Pristina (1993), p. 21-24.

¹⁸ En Macédoine, le Parti pour la prospérité démocratique (PPD, principal parti albanaise associé à la coalition gouvernementale depuis 1991) réfute toute volonté séparatiste et revendique le statut de nation constitutive pour les Albanais. Mais le PPD organise en janvier 1992 un plébiscite sur l'autonomie territoriale de la Macédoine occidentale et, en 1993, plusieurs de ses responsables sont impliqués dans un important trafic d'armes.

(novembre 1991) et par la tenue d'élections présidentielles et législatives clandestines (mai 1992), remportées haut la main par I. Rugova (99 % des voix) et par la LDK (76 %) ¹⁹. Mais la tentative de mise en place d'une police albanaise est étouffée dans l'oeuf par les autorités serbes ²⁰. Surtout, malgré la création d'un important système d'enseignement parallèle, la « République du Kosovo » ne peut enrayer la désagrégation du tissu social, et en particulier celle des classes moyennes salariées privées d'emploi. De plus en plus, ce sont donc les solidarités familiales d'une part, le « *business* » privé et l'économie informelle d'autre part, qui assurent la survie économique et la cohésion sociale de la communauté albanaise ²¹.

La résistance passive albanaise sombre donc peu à peu dans l'attentisme. L'écart entre un objectif ambitieux et des moyens limités suscite découragement et amertume au sein de la population. La seule réponse de la LDK est alors une surenchère verbale et symbolique qui creuse cet écart plutôt qu'elle ne le résorbe.

...à la désagrégation de deux communautés nationales

Pressés de dénoncer la montée des idéologies nationalistes dans les Balkans, de nombreux observateurs font l'impasse sur une autre facette des réalités balkaniques, à savoir la fragilité des identités nationales et des institutions étatiques dans cette région du monde. Or, ce constat s'applique tout particulièrement aux communautés nationales serbe et albanaise, traversées par d'importants clivages historiques et culturels ²², et c'est dans ce contexte qu'il faut resituer les évolutions de la crise du Kosovo dans la deuxième moitié des années 1990.

Dès le déclenchement des guerres yougoslaves en 1991, les désertions massives qui accompagnent les premières vagues de mobilisation en Serbie démontrent que célébrer la bataille de Kosovo ne suffit pas pour alimenter en hommes la bataille de Vukovar ²³. Dans les années suivantes, la lente désagrégation de la communauté nationale serbe se traduit par des tensions croissantes entre la Serbie, la « République serbe » de Bosnie-Herzégovine et la « République serbe de Krajina », et par le véritable pourrissement de l'intérieur que connaissent ces deux républiques autoproclamées. Enfin, après la signature des accords de Dayton en décembre 1995, elle se reflète dans les conflits qui opposent la Serbie et le Monténégro au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) ou Banja Luka et Pale en République

¹⁹ Le Parlement de la « République du Kosovo » compte 142 députés, dont 98 appartenant à la LDK, 13 au Parti parlementaire (PPK) et 5 au Parti de l'action démocratique (SDA) représentant la minorité slave musulmane. La minorité turque est représentée par deux députés membres de la LDK. Les 13 sièges réservés aux Serbes et aux Monténégrins restent inoccupés.

²⁰ La stratégie de résistance passive n'empêche pas non plus certains préparatifs militaires et, en 1995, les autorités serbes annoncent le démantèlement du Ministère de la défense et de l'Etat-major de l'armée de la « République du Kosovo », composés d'anciens militaires et policiers albanais. En outre, un certain nombre d'Albanais du Kosovo combattent entre 1991 et 1995 dans les rangs des armées croate et bosniaque, parmi lesquels Agim Ceku, qui deviendra en 1999 le commandant en chef de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

²¹ Sur les liens entre situation politique et persistance des solidarités familiales au Kosovo, voir Janet REINECK, *The Past as Refuge: Gender, Migration and Ideology Among the Kosova Albanians*, Ph.D. Dissertation, University of California at Berkeley (1991).

²² Très brièvement: les Serbes de Croatie et de Voïvodine ont subi l'influence culturelle de l'Empire austro-hongrois, ceux de Bosnie-Herzégovine, de Serbie étroite et du Kosovo celle de l'Empire ottoman; les Albanais se divisent linguistiquement (Guègues en Albanie du nord et au Kosovo, Tosques en Albanie du sud) et religieusement (catholiques en Albanie du nord, musulmans sunnites au Kosovo, en Albanie du nord et du centre, orthodoxes et musulmans bektachis en Albanie du sud). En outre, les Albanais de Yougoslavie ont bénéficié de la relative ouverture de la Yougoslavie titiste, quand ceux d'Albanie étaient coupés du monde.

²³ A ce sujet, voir Bogdan USELJENICKI, « Les 'traîtres' : déserteurs et pacifistes dans la Serbie de Milosevic », *Les Temps Modernes*, n° 545-546 (décembre 1991), p. 311-320.

serbe de Bosnie-Herzégovine, dans la montée des régionalismes en Voïvodine et en Sumadija, ou dans la crise de conscience qui affecte l'Eglise et l'intelligentsia. Ce phénomène n'épargne pas le Kosovo, comme en témoignent le ressentiment de la population serbe locale contre la vénalité des fonctionnaires envoyés par Belgrade, ou encore les critiques adressées à la politique de S. Milosevic par certains animateurs de la mobilisation des années 1980, tels que Momcilo Trajkovic, ou certains responsables provinciaux de l'Eglise orthodoxe, tels que l'évêque Artemije.

Dans le cas albanais, cette désagrégation de la communauté nationale est attestée par la scission que connaît le principal parti albanais de Macédoine dès 1994²⁴, et surtout par la brève mais violente guerre civile qui ensanglante l'Albanie en 1997²⁵. Quant à la communauté albanaise kosovare, elle fait longtemps preuve d'une forte cohésion, mais cet unanimisme, dû aux effets de la répression serbe et au caractère hégémonique de la LDK, est en partie trompeur. Du reste, dès 1993, les premières critiques se font entendre dans la diaspora, le Premier ministre en exil Bujar Bukoshi estimant par exemple que les institutions parallèles « n'ont pas fonctionné », et que I. Rugova et ses proches ont « usurpé tout le pouvoir et introduit un régime de parti unique »²⁶.

A partir de 1996, les critiques contre les choix stratégiques de la LDK sont attisées par la signature des accords de Dayton, qui font l'impasse sur la question albanaise. La contestation contre I. Rugova s'articule alors autour de trois pôles principaux : le Parti parlementaire conduit par Adem Demaqi, l'Union indépendante des étudiants albanais, et le Forum des intellectuels albanais animé par Rexhep Qosja. Alors que ce dernier se prononce pour la création d'une Grande Albanie, A. Demaqi prône l'insertion du Kosovo dans une sorte de fédération balkanique, et l'organisation d'une résistance active s'inspirant de l'*intifada*. Il est rejoint sur ce point par les étudiants, qui ouvrent un nouveau cycle de manifestations en septembre 1997.

La LDK rentre alors dans une grave crise de légitimité. En novembre 1997, le Parti parlementaire crée avec cinq autres partis un « Forum démocratique » destiné à contester son hégémonie. Trois mois plus tard, un courant radical conduit par Hysein Hyseini, un ancien prisonnier politique, quitte la LDK. Cette crise n'empêche pas l'organisation de nouvelles élections législatives et présidentielles par la LDK le 22 mars 1998, mais celles-ci sont boycottées par la plupart des partis albanais. En cela, le Kosovo suit une tendance plus générale dans l'espace yougoslave : alors que, au début des années 1990, le boycott de certains scrutins (élections ou référendums) renvoyait à des conflits de légitimité entre majorités et minorités nationales (Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, Albanais du Kosovo et de Macédoine, Musulmans du Sandjak, etc.), dans la seconde moitié des années 1990, ils reflètent plus souvent des clivages partisans au sein d'une seule et même communauté nationale. Certes, faute de concurrence, les élections du 22 mars 1998 offrent à I. Rugova et à la LDK un nouveau triomphe. Mais celui-ci apparaît bien dérisoire, au moment

²⁴ En 1994, le Parti pour la prospérité démocratique (PPD) connaît une grave crise interne, un courant hostile aux modalités de sa participation gouvernementale constituant le Parti pour la prospérité démocratique des Albanais (PPDSH). Lors des élections législatives de 1994 et des élections municipales, le PPDSH parvient à ébranler l'hégémonie politique du PPD. En 1997, le PPDSH fusionne avec un autre parti albanais pour donner naissance au Parti démocratique des Albanais (PDSH).

²⁵ En mars 1997, une grave crise financière (effondrement des « banques pyramidales ») et institutionnelle (autoritarisme croissant du président Sali Berisha, fondateur du Parti démocrate) provoque un soulèvement armé dans le sud du pays, favorable au Parti socialiste. Le déploiement d'une force internationale en avril (opération « Alba »), puis l'organisation d'élections anticipées en juin 1997 permettent un certain retour au calme.

²⁶ Voir *Bujku* (8 novembre 1993).

où les premiers affrontements armés éclatent dans la région de la Drenica entre combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et policiers serbes.

Des armes de l'OTAN comme facteur passager d'homogénéisation...

Au printemps 1998, en effet, l'UCK s'engouffre dans le vide créé par l'épuisement des stratégies que prônaient I. Rugova et la LDK. Dans les mois qui suivent, la guerre du Kosovo est marquée par une escalade militaire qui, après une relative accalmie au cours de l'hiver 1998/1999, aboutit en mars 1999 à l'intervention aérienne de l'OTAN, à l'expulsion violente de centaines de milliers d'Albanais par les forces serbes puis, trois mois plus tard, au retrait de ces mêmes forces, au déploiement des troupes de la KFOR (*Kosovo Force*) à l'intérieur du Kosovo, à la monopolisation du pouvoir local par une UCK « victorieuse », et à l'exode massif des minorités non-albanaises.

Cette escalade, indéniable, explique en particulier le gonflement rapide des effectifs de l'UCK. Mais, pour bien comprendre les dynamiques de la guerre du Kosovo, il faut savoir si elle se traduit aussi par un arrêt des processus de désagrégation affectant alors les communautés nationales albanaise et serbe, et quel est le véritable impact de l'action internationale sur ces évolutions politiques internes. De ce point de vue, il ne suffit en aucun cas de se demander comment s'enchaînent les négociations de Rambouillet, l'intervention de l'OTAN et l'expulsion massive des Albanais du Kosovo, ou, autrement dit, lequel de ces événements est à l'origine des deux autres. Il convient au contraire de les resituer dans une perspective beaucoup plus large, et mettant l'accent sur les évolutions internes de chaque communauté.

La thèse selon laquelle le choix de la lutte armée serait la conséquence des frustrations engendrées par les accords de Dayton, et que l'UCK aurait été créée par le Mouvement populaire du Kosovo (LPK), une organisation de militants marxistes-léninistes en exil, permet de présenter l'UCK comme le fruit d'une radicalisation de la communauté albanaise. Toutefois, cette thèse très répandue mérite sans doute d'être relativisée. D'une part, l'option de la lutte armée est aussi rendue possible par la dispersion d'importants stocks d'armes et par l'émergence d'un espace échappant largement aux autorités de Tirana dans le nord de l'Albanie, suite à la guerre civile du printemps 1997. D'autre part, le LPK crée sans doute moins l'UCK qu'il ne s'assure peu à peu le monopole de sa représentation à l'étranger. Au Kosovo même, celle-ci semble plutôt avoir été initiée par de petits partis nationalistes d'extrême-droite, ou par des groupes d'autodéfense villageoise dont les origines remontent en fait à la première moitié des années 1990²⁷. Quoi qu'il en soit, elle reste caractérisée jusqu'aux derniers mois de la guerre par une forte hétérogénéité et par une grande autonomie de ses cadres locaux. Enfin, l'UCK gagne vite l'estime d'une majorité d'Albanais, mais ceux-ci ne rejoignent ses rangs en masse que lorsqu'ils n'ont plus d'autre choix : jusqu'en mars 1999 au moins, nombre de familles albanaises sont plus pressées d'envoyer leurs fils en Suisse ou en Allemagne que dans les maquis de la Drenica.

Par ailleurs, la montée en puissance de l'UCK exacerbe la crise politique interne de la communauté albanaise. L'UCK, en effet, nie toute légitimité à I. Rugova et aux autorités de la « République du Kosovo », et s'efforce de prendre le contrôle de la collecte des fonds à l'étranger. Cette situation se traduit bientôt par l'existence de deux gouvernements

²⁷ Voir Nathalie CLAYER, « L'islam, facteur des recompositions internes en Macédoine et au Kosovo », dans Xavier BOUGAREL / Nathalie CLAYER (dir.), *Le nouvel islam balkanique*, Paris : Maisonneuve et Larose (à paraître en 2001).

concurrents, celui dirigé par B. Bukoshi (LDK) depuis novembre 1991 et celui formé par Hasim Thaçi (LPK) en avril 1999, voire de deux mouvements armés, B. Bukoshi tentant de mettre sur pied des Forces armées de la République du Kosovo » (FARK). Ces tensions donnent lieu à des pressions et des règlements de compte violents entre Albanais du Kosovo, et ont des conséquences importantes en Albanie même. Certains membres des FARK participent ainsi à une tentative de coup d'Etat menée en septembre 1999 par l'ancien président Sali Berisha, et le premier territoire véritablement contrôlé par l'UCK n'est peut-être pas la Drenica, mais... le nord-est de l'Albanie ! En définitive, les évolutions de l'année 1998 ne signalent donc pas la maturation d'une « République du Kosovo » se dotant des instruments nécessaires pour prétendre à l'exercice du monopole de la violence légitime, mais la poursuite de son essoufflement, conduisant à la confrontation latente entre un « Etat sans armée » (« République du Kosovo ») d'une part, une « armée sans Etat » (Armée de libération du Kosovo -UCK) d'autre part.

Dès lors, il apparaît que la « communauté internationale », à savoir essentiellement les grandes puissances occidentales et l'OTAN, a moins retenu un nationalisme albanais conquérant qu'elle n'a porté à bouts de bras une communauté albanaise en état de déliquescence avancée. Ainsi, il est souvent dit que les Etats-Unis se seraient finalement résignés à reconnaître l'UCK comme un interlocuteur incontournable. La visite inopinée de Richard Holbrooke à des combattants de l'UCK dès juin 1998, ou l'« amitié » proclamée de James Rubin, Vice-secrétaire d'Etat américain, avec Hasim Thaçi, suggèrent plutôt qu'ils ont joué un rôle actif dans la constitution de celle-ci en acteur politique légitime et cohérent, et dans la captation de son image comme de ses financements extérieurs par les dirigeants du LPK. En tout cas, il est certain que seuls les efforts des diplomates occidentaux ont permis à la communauté albanaise kosovare de se doter, le temps des négociations de Rambouillet, d'un semblant d'unité politique, en accouchant au forceps une délégation associant LDK et UCK, puis en lui arrachant *in extremis* une signature commune.

Ce rôle structurant des grandes puissances occidentales se retrouve du reste sur le plan militaire. Très tôt, les services secrets américains et allemands, ou des firmes « privées » telles que la *Military Professional Resources Incorporated* (MPRI), auraient fourni armes et instructeurs à l'UCK, selon un modèle déjà éprouvé en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. De même, entre mars et juin 1999, l'OTAN a toléré la présence de l'UCK au sein des camps de réfugiés en Macédoine ou en Albanie, pour y recruter de force les hommes peu pressés de combattre, cette innovation n'ayant pas toujours été du goût des organisations humanitaires.

Dans un contexte évidemment très différent, des dynamiques du même type se retrouvent au sein de la communauté serbe. Ainsi, le référendum organisé en Serbie le 23 avril 1998, au cours duquel 97 % des votants rejettent toute ingérence extérieure dans le conflit naissant du Kosovo, montre bien comment S. Milosevic cherche à se servir de l'action internationale pour mobiliser et homogénéiser une fois encore la population serbe. Mais cet unanimité de façade ne doit pas faire illusion²⁸. Contrairement à ce qui s'était passé en 1991 lors de la guerre en Croatie, il n'y a pas de nombreux départs volontaires pour le front, l'Eglise orthodoxe serbe adopte une attitude prudente et, jusqu'en mars 1999, les Serbes de Serbie étroite ou de Voïvodine restent relativement indifférents à la situation du Kosovo (comme, du reste, les Albanais d'Albanie). Par contre, l'escalade militaire qui s'y déroule ne fait qu'accroître le fossé existant entre la Serbie et le Monténégro d'une part, le régime de

²⁸ De même, en mars 1998, l'entrée du Parti radical serbe (SRS) dirigé par Vojislav Seselj au gouvernement serbe n'est pas le signe d'une nouvelle flambée de nationalisme en Serbie, mais une énième manœuvre d'un régime dont la base sociale et la légitimité politique s'épuisent inexorablement.

Milosevic et certains des représentants de la communauté serbe au Kosovo d'autre part, Momcilo Trajkovic, l'évêque Artemije ou encore le père Sava du monastère de Gracanica dénonçant la riposte aveugle et disproportionnée des forces serbes²⁹.

Il faut donc attendre l'intervention de l'OTAN en mars 1999 pour que la population serbe dans son ensemble se sente directement concernée par la guerre, et sorte de son mutisme : encore faut-il noter que les manifestations contre les bombardements de l'OTAN ont souvent des motivations très locales (protection des infrastructures urbaines, à commencer par les ponts), et utilisent un registre issu de la Seconde guerre mondiale (assimilation de l'OTAN aux nazis) ou de la période titiste (dénonciation d'une agression contre la Yougoslavie), plutôt que celui du mythe de Kosovo ou du projet grand-serbe du début des années 1990. Surtout, cette mobilisation a ses limites, et s'épuise au bout de quelques semaines³⁰. Certains auteurs ont bien montré comment Slobodan Milosevic s'est résigné à un compromis avec l'OTAN au moment où il pensait avoir arraché le maximum de concessions possibles³¹. Mais cette inflexion correspond aussi aux premières manifestations de mécontentement et aux premiers mouvements de désertion collective au sein de la société serbe.

C'est dans ce contexte également qu'il faut resituer l'indifférence de la population serbe face aux crimes perpétrés contre la population albanaise. L'hostilité, voir le racisme d'une grande majorité de Serbes à l'égard des Albanais n'est pas à démontrer. Mais cette indifférence s'explique aussi par le rétrécissement progressif des horizons politiques de la population serbe, processus engagé dès la première moitié des années 1990 et que les bombardements de l'OTAN n'ont fait qu'accentuer. La preuve en est que, en juin 1999, les Serbes du Kosovo arrivant dans les villes du sud de la Serbie ne sont pas accueillis par des gestes de compassion ou de solidarité, mais par des manifestations hostiles de parents d'élèves, qui protestent contre la réquisition des écoles de leurs enfants pour l'hébergement des réfugiés.

...au protectorat de l'ONU comme état durable d'indétermination

L'adoption de la Résolution 1244 par le Conseil de sécurité de l'ONU le 10 juin 1999 constitue de toute évidence un tournant essentiel dans l'histoire du Kosovo. Mais, là encore, il n'est pas sûr qu'elle mette un terme aux graves crises internes que connaissent les communautés nationales serbe et albanaise depuis le milieu des années 1990. Au contraire, en évoquant une « autonomie substantielle » pour le Kosovo sans en définir la nature, et en se référant non pas à l'intégrité territoriale de la Serbie, mais à celle de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), construction politique moribonde, la Résolution 1244 crée au Kosovo une indétermination juridique et politique durable, qui ne peut qu'alimenter leurs crises respectives. Les nouvelles réalités humaines, territoriales et institutionnelles qui se dessinent sur place depuis le déploiement de la KFOR ne font que confirmer cette hypothèse.

²⁹ En refusant que ces derniers participent aux négociations de Rambouillet, les diplomates occidentaux ne font donc pas qu'exclure les Serbes du Kosovo de discussions qui concernent leur propre avenir, mais renforcent aussi la position de Slobodan Milosevic.

³⁰ Là encore, l'entrée du Mouvement du renouveau serbe (SPO) dirigé par Vuk Draskovic au gouvernement fédéral en janvier 1999 renvoie moins à la constitution d'un « front patriotique » face à l'OTAN qu'aux tergiversations permanentes de ce parti. Au demeurant, Vuk Draskovic est limogé de son poste de Vice-premier ministre fédéral le 28 avril 1999, en pleine période de bombardements, et son attitude ambiguë à cette époque contribue largement au déclin rapide de sa popularité à la fin des années 1990.

³¹ Voir par exemple Barry POSEN, « The War for Kosovo. Serbia's Political-Military Strategy », *International Security*, vol. XXIV, n° 4 (printemps 2000), p. 39-94.

Certes, l'exode massif des populations non-albanaises (serbes et tsiganes en premier lieu) accroît encore l'homogénéité ethnique du Kosovo. Mais ce processus se double d'une indétermination croissante de ses frontières : dès juillet 1999, plusieurs enclaves serbes se constituent sur le territoire du Kosovo, la plus importante et la plus sensible étant celle qui regroupe au nord les communes de Leposavic, Zubin Potok et Zvecan, et coupe en deux celle de Mitrovica³². Inversement, à partir du début de l'année 2000, une Armée de libération de Presevo, Medvedja et Bujanovac (UCPMB) revendique le rattachement au Kosovo de ces trois communes situées dans le sud de la Serbie³³. La frontière entre le Kosovo et la Macédoine n'est pas épargnée par ce phénomène : des voix se font entendre à Skopje, demandant le rattachement de la commune kosovare de Gora³⁴, et en mars 2001, au lendemain même de la signature d'un accord frontalier entre la RFY et la Macédoine, une nouvelle UCK³⁵ fait son apparition en Macédoine occidentale. Enfin, cette indétermination des frontières du Kosovo renvoie à celle des frontières de la RFY dans son ensemble (marche du Monténégro vers l'indépendance, établissement de liens particuliers avec la République serbe de Bosnie-Herzégovine), et se double d'une très grande porosité de la frontière entre le Kosovo et l'Albanie.

Au Kosovo même, la mise en place de la Mission des Nations unies au Kosovo (UNMIK), la création d'un Conseil transitoire du Kosovo (*Kosovo Transitional Council*) le 15 juillet 1999, son insertion au sein d'une Structure administrative jointe intérimaire (*Joint Interim Administrative Structure*) le 15 décembre 1999³⁶, et enfin l'organisation d'élections municipales le 28 octobre 2000 dotent cette région d'un cadre institutionnel et administratif minimal. Mais celui-ci est loin d'être unanimement accepté. Dans les premiers mois de l'après-guerre, la légitimité de l'Unmik et des instances de concertation qu'elle parraine est contestée, tant par les institutions parallèles albanaises (Présidence et Parlement de la « République du Kosovo », gouvernements de B. Bukoshi et de H. Thaçi, pouvoirs locaux instaurés par l'UCK) que par les autorités yougoslaves et les représentants de la communauté serbe locale (instances dirigeantes des enclaves et Conseil national serbe constitué en octobre 1999). Par la suite, des violences sur le terrain ou des décisions contestées du Haut représentant provoquent à intervalles réguliers le retrait des représentants serbes ou de certains représentants albanais. Enfin, les élections municipales du 28 octobre 2000 ont été boycottées par la communauté serbe, qui les considérait comme un pas supplémentaire vers l'indépendance de fait du Kosovo

³² Selon les résultats officiels du recensement de 1991, les Serbes étaient avant la guerre largement majoritaires à Leposavic (Serbes : 87,7 % ; Albanais : 6,8 % ; Musulmans : 3,8 % ; Roms : 1,0 %) et à Zvecan (Serbes : 79,0 % ; Albanais : 16,2 %), légèrement majoritaires à Zubin Potok (Serbes : 53,0 % ; Albanais : 46,7 %), et minoritaires à Mitrovica (Albanais : 82,2 % ; Serbes : 8,6 % ; Roms : 4,0 % ; Musulmans : 2,9 %).

³³ Ces trois communes sont souvent qualifiées de « Kosovo oriental » par les acteurs politiques albanais. Selon les résultats du recensement de 1991, les Albanais sont majoritaires à Presevo (Albanais : 90,3 % ; Serbes : 8,4 %) et à Bujanovac (Albanais : 60,6 % ; Serbes : 29,3 % ; Roms : 8,8 %), et minoritaires à Medvedja (Serbes : 61,2 % ; Albanais : 28,2 % ; Monténégrins : 7,6 %).

³⁴ Selon les résultats du recensement de 1991, la commune de Gora est presque exclusivement peuplée de Goranis, se déclarant comme « Musulmans » en 1991 (Musulmans : 94,0 % ; Albanais : 4,0 %), mais que certains nationalistes macédoniens considèrent comme des Macédoniens de confession islamique.

³⁵ Abréviation de « *Ushtria Clirimtare Kombëtare* » : Armée de libération nationale.

³⁶ Le 15 décembre 1999, les représentants de l'UNMIK et des institutions parallèles albanaises signent un accord sur la constitution d'une Structure administrative jointe intérimaire, associant sur une base paritaire organisations internationales et forces politiques locales. Cette structure administrative est composée du Conseil transitoire du Kosovo (36 membres), du Conseil administratif intérimaire (8 membres), présidé par le Haut représentant de l'ONU, et de vingt départements faisant office de ministères.

Au-delà de cette seule question de légitimité, l'effectivité des administrations mises en place par l'UNMIK est elle aussi sujette à caution. En particulier, elles se heurtent longtemps à la concurrence des institutions parallèles albanaises dans la collecte des impôts. Même après que ces dernières se soient fondues au sein de la Structure administrative jointe intérimaire, certains circuits de financement ou centres de pouvoir parallèles se maintiennent. Ainsi, B. Bukoshi ne remet pas les fonds de la « République du Kosovo » aux nouvelles autorités légales, mais à une fondation privée qu'il contrôle. De même, au niveau local, le pouvoir politique et économique réel reste largement aux mains des anciens commandants de l'UCK et des notables de la LDK. Une situation du même ordre prévaut dans le domaine des forces armées, de la police et de la justice. Malgré la présence massive de la KFOR, et un accord de désarmement conclu dès juin 1999 entre l'OTAN et l'UCK, les autorités internationales doivent finalement accepter son maintien sous la forme d'un Corps de protection du Kosovo (TMK), sans pour cela que les arsenaux clandestins et les trafics d'armes ne disparaissent³⁷. La police de l'UNMIK a bien du mal à remplir ses missions de maintien de l'ordre, et la justice locale, quand elle fonctionne, est tout sauf équitable et sereine³⁸. Quant aux enclaves serbes, elles sont, sinon contrôlées, du moins largement influencées et financées par les autorités de Belgrade.

C'est dans ce contexte général qu'il faut resituer la question des vendettas et des vengeances, souvent évoquées pour expliquer le niveau élevé de violence qui caractérise le Kosovo d'après-guerre. L'existence de certaines pratiques de vendetta au Kosovo est indéniable, mais sous des formes résiduelles que, on l'a vu, les partis albanais eux-mêmes ont tenté d'éradiquer au début des années 1990. La multiplication des violences privées après juin 1999 ne reflète donc pas une tradition séculaire et immuable mais, dans un contexte d'après-guerre et de non-droit, la réactivation et la réinvention partielles de pratiques jusqu'alors déclinantes³⁹.

Dès lors, il est sans doute vrai que les attaques contre les minorités serbe et tzigane, elles aussi, s'expliquent en partie par une exigence de justice non-satisfaite. Toutefois, elles ne sauraient être réduites à des actes de vengeance individuels, découlant de valeurs « ancestrales » spécifiques à la communauté albanaise : d'une part, certaines d'entre elles (les attaques contre des convois escortés par la KFOR, par exemple) demandent un degré de préparation et de coordination trop important pour être tout à fait spontanées ; d'autre part, il reste à savoir dans quelle mesure, au-delà des condamnations de principe arrachées par la communauté internationale, certains acteurs politiques albanais réactivent en fait ces valeurs « ancestrales » pour alimenter une politique délibérée de nettoyage ethnique⁴⁰.

³⁷ Voir Robert Neil COOPER, *Arms Control and Disarmament Cluster : Demilitarisation and (Lack of?) Transformation in Kosovo*, Genève : Center for Security Policy (2000). Accessible sur le site du Center for Security Policy (<http://www.gcsp.ch>).

³⁸ Voir Espen Barth EIDE, « The Internal Security Challenge in Kosovo », *The International Spectator*, vol. XXXV, n° 1 (janvier-mars 2000), p. 49-63.

³⁹ C'est ce que montre bien l'anthropologue Stéphanie Schwandner-Sievers à propos de l'Albanie du nord. Voir Stéphanie SCHWANDNER-SIEVERS, « Gruppensolidarität und Gewaltlegitimation im aktuellen Albanien – eine sozialanthropologische Analyse », *Südosteuropa Mitteilungen*, vol. XXXVIII, n° 4 (1998), p. 326-341 ; Stéphanie SCHWANDNER-SIEVERS, « The Enactment of 'Tradition'. Albanian Constructions of Identity, Violence and Power in Times of Crisis », dans Bettina SCHMIDT / Ingo SCHRÖDER (ed.), *Anthropology of Conflict and Violence*, London : Routledge (2001, à paraître).

⁴⁰ A ce sujet, il faut noter une fois de plus l'étonnant renversement de perspective qui caractérise certains observateurs extérieurs. Au moment du conflit bosniaque, ceux-ci réfutaient toute explication des crimes par des facteurs historiques ou culturels (traumatisme de la Seconde guerre mondiale, « haines séculaires », etc.) pour mieux souligner la responsabilité des dirigeants politiques serbes. Quelques années plus tard, à propos du

A cet imbroglio institutionnel et juridique viennent s'ajouter les configurations et des tensions politiques propres à chaque communauté. Du côté albanais, l'apparition de plusieurs partis issus de l'UCK⁴¹ a contribué à la pluralisation de la scène politique, et les élections municipales du 28 octobre 2000 se sont déroulées sans incident majeur. Mais les clivages entre partis albanais renvoient autant à des allégeances personnelles, générationnelles ou régionales qu'à de véritables débats politiques⁴², et il est trop tôt pour savoir si les pouvoirs locaux instaurés par l'UCK ont véritablement cédé la place aux conseils municipaux élus en octobre 2000, et souvent dominés par la LDK. Quoi qu'il en soit, les luttes de pouvoir entre Albanais ont elles aussi contribué au climat de violence, comme l'attestent les attentats contre certains cadres de la LDK ou anciens commandants de l'UCK. Du côté serbe, des tensions apparaissent fréquemment entre le Conseil national serbe basé à Gracanica et les dirigeants de l'enclave de Mitrovica qui, forts de leur continuité territoriale avec la Serbie, poursuivent leur propre politique. Par ailleurs, la population serbe du Kosovo semble largement abandonnée à elle-même et au bon vouloir de la communauté internationale, Belgrade ne disposant ni d'une véritable stratégie, ni de moyens suffisants pour leur venir en aide.

Se dessine alors une situation paradoxale, dans laquelle les contradictions propres à chaque communauté nationale contribuent simultanément à l'inlassable réaffirmation des objectifs politiques formulés à la fin des années 1980 (indépendance du Kosovo, restauration de la souveraineté de la Serbie), et à la perpétuation sur le terrain d'un statu quo ambigu. En effet, que ce soit à Pristina ou à Gracanica, à Tirana ou à Belgrade, aucun acteur politique significatif ne peut renoncer ouvertement aux objectifs définis dix ans auparavant, sous peine d'être immédiatement disqualifié par ses concurrents. Mais, au-delà des discours, l'indifférence de fait que manifestent pour leurs « frères » du Kosovo les Albanais de Tirana ou les Serbes de Belgrade, d'avantage préoccupés par leur propre marche vers l'Europe, interdit aux autorités albanaises comme aux autorités serbes de s'engager trop en avant pour leur réalisation. C'est sans doute pourquoi, au-delà de propos incantatoires et convenus, elles sont incapables de se repositionner face à la nouvelle donne créée par le déploiement de la KFOR et l'instauration du protectorat onusien. Sur ce point, au demeurant, la fin du régime Milosevic et l'arrivée des forces démocratiques serbes au pouvoir en octobre 2000 ne semblent pas avoir provoqué de grands changements.

Enfin, pour que le panorama soit complet, il faut tenir compte des tensions et des contradictions propres à la « communauté internationale ». Les ambiguïtés de la Résolution 1244, comme celles de sa mise en œuvre, sont aussi la conséquence des conflits qui continuent d'opposer les grandes puissances sur la réponse à apporter à la question du

Kosovo, ils renvoient les crimes de l'après-guerre à ce type de causalités historiques et culturelles, pour disculper cette fois les dirigeants politiques albanais.

⁴¹ Les principaux mouvements politiques issus de l'UCK sont le Parti démocratique du Kosovo (PDK) dirigé par Hasim Thaçi, et l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), coalition de plusieurs partis conduite par Ramush Haradinaj, ancien commandant de l'UCK pour la région de Pec.

⁴² De ce point de vue, la lecture de la scène politique albanaise au Kosovo en termes de « modérés » (LDK) et de « radicaux » (PDK, AAK) est passablement réductrice. Outre que, sur des questions telles que l'indépendance du Kosovo ou la lutte armée des Albanais de Serbie du sud et de Macédoine, l'attitude des différents partis albanais n'est guère différente, les évolutions des partis albanais en Macédoine devrait inciter à se méfier d'une telle grille de lecture. En effet, de 1994 à 1998, le clivage entre Parti pour la prospérité démocratique (PPD, membre du gouvernement) et Parti démocratique des Albanais (PDSH, voir note 24) a lui aussi été réduit à un conflit entre « modérés » et « radicaux ». Or, suite aux élections législatives d'octobre 1998 et à la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale à laquelle est associé le PDSH, c'est au tour du PPD d'adopter des revendications et des attitudes « radicales ». Cette véritable inversion des rôles montre que le clivage PPD-PDSH doit plutôt être analysé en termes de générations politiques ou d'appartenances régionales.

Kosovo, de l'opposition résolue de la plupart des Etats balkaniques à tout projet d'indépendance, et des cadres juridiques instaurés lors de la gestion des étapes précédentes de la crise yougoslave, à commencer par le principe d'intangibilité des frontières républicaines. De même, sur place, les rivalités entre contingents de la KFOR, ou entre organisations internationales chargées des différents aspects de la reconstruction alimentent la confusion qui caractérise le Kosovo d'après-guerre.

Dès lors, si l'action diplomatique et militaire occidentale a sans conteste mis fin à l'oppression dont les Albanais du Kosovo étaient victimes depuis plus d'une décennie, il n'est pas certain qu'elle ait accéléré leur marche vers l'indépendance. En faisant du Kosovo un de ces lieux où se redéfinissent les rapports de forces entre grandes puissances, la répartition des rôles entre l'ONU, l'OTAN et l'Union européenne, ou encore les normes juridiques présidant à la résolution des conflits, elle a au contraire lié son avenir à des enjeux qui n'échappent pas seulement à la communauté albanaise, mais à l'ensemble des acteurs de l'espace yougoslave et balkanique.

Conclusion : des mythes aux réalités

En organisant les négociations de Rambouillet, les grandes puissances occidentales espéraient sans doute imposer un compromis à deux nationalismes conquérants ; en réalité, elles se sont prises au piège de leur propre mythe du Kosovo. De leur incompréhension des dynamiques profondes du conflit ont en effet résulté plusieurs inversions fatales de priorités. Comme souvent depuis 1991, elles ont d'abord fermé le peu d'espace de négociation qui restait, tout en laissant la violence se déchaîner sur le terrain⁴³. Elles ont ensuite voulu reconnaître d'emblée le droit des Albanais du Kosovo à l'autodétermination, sans s'interroger sur les conditions préalables à l'exercice d'un tel choix, après dix ans de répression politique et de désagrégation sociale. Le résultat est, à travers la Résolution 1244, le maintien théorique du Kosovo au sein d'une République fédérale de Yougoslavie dont il ne fait que précipiter la fin, et l'établissement de fait d'un protectorat appelé à durer.

Comme dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, l'indétermination radicale qui caractérise le statut actuel du Kosovo ne facilite pas l'émergence d'un compromis mais, au contraire, entretient un climat d'insécurité dont les effets se font sentir dans toute la région⁴⁴. La question du Kosovo, en particulier, continue de représenter un obstacle important à toute démocratisation véritable et durable en Serbie. De ce point de vue, les nouveaux dirigeants serbes seraient bien avisés de comprendre que le retour du Kosovo dans le giron serbe est inenvisageable, et que l'intérêt bien compris d'une Serbie démocratique est de régler cette question au plus vite, voire de s'en débarrasser. A ceux qui estiment que la Serbie ne peut se passer de son « berceau historique », il faut rappeler que ses meilleurs alliés l'ont fait : une partie importante des lieux de mémoire grecs se trouvent en Turquie et, en 1991, la Russie a accepté sans rechigner que Kiev devienne la capitale de l'Ukraine indépendante.

De manière moins évidente, la question irrésolue du Kosovo menace aussi la stabilité de l'Albanie elle-même, en remettant en cause les équilibres démographiques, politiques et culturels entre Guègues et Tosques, et en attisant ainsi les tensions entre le nord et le sud du

⁴³ Voir Xavier BOUGAREL, « Balkans : dix ans d'erreurs et d'arrière-pensées », *Le monde diplomatique*, n° 546 (septembre 1999).

⁴⁴ Voir Susan WOODWARD, « Kosovo and the Region : Consequences of the Waiting Game », *The International Spectator*, vol. XXXV, n° 1 (janvier-mars 2000), p. 35-48.

pays⁴⁵. A terme, l'indépendance du Kosovo apparaît donc non seulement inévitable, mais aussi souhaitable. Il n'est pas impossible que, pour sortir définitivement de leurs errances nationalistes, les Serbes aient besoin de perdre une deuxième fois la bataille de Kosovo. Mais il faut aussi souhaiter que l'indépendance du Kosovo aille de pair avec la fin du rêve de Grande Albanie, comme l'indépendance de la Moldavie a pu, finalement, enterrer celui de Grande Roumanie.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 40.